

SEANCE DE CLOTURE

Sous la présidence de Monsieur Chu HAO (République Socialiste du Viêt Nam)

*Vice-Ministre de la Science, de la Technologie et de l'Environnement
de la République Socialiste du Viêt Nam*

SYNTHESE GENERALE ET ADOPTION DE LA CHARTE

Monsieur Arthur **BODSON** (Belgique)

Recteur de l'Université de Liège

Vice-président de l'AUPELF-UREF

Monsieur le Président,

Madame la Présidente du CPF,

Messieurs les Ministres et représentants des Ministres,

Messieurs les Ambassadeurs,

Chers collègues,

Mesdames, Messieurs,

J'ai une double charge, en cette séance de clôture.

D'abord, faire devant vous la synthèse générale de ces Assises.

Ensuite, vous soumettre la charte qui, selon la tradition de l'AUPELF-UREF, exprime, sous forme ramassée, la réponse collective à une grande question. En l'occurrence, il s'agit d'exprimer les motivations et les objectifs de tous ceux qui, depuis un an, sinon plus, réfléchissent sur l'enseignement du français et sur l'enseignement en français dans les quarante-neuf entités politiques participant aux Sommets de la Francophonie.

Dans ma synthèse comme dans la charte, il n'est possible que d'être général. En effet, les discussions et les débats sur bien des points ne sont pas clos, l'action quotidienne sera souple et libre, des spécificités régionales et même locales se manifesteront, et c'est

souhaitable. Quant aux suggestions concrètes, elles sont innombrables. Dans l'immédiat, il faut donc se limiter à soumettre aux instances de la Francophonie de grands objectifs et quelques voies prioritaires pour les atteindre.

J'en viens à mon premier devoir, la synthèse générale.

La synthèse générale de quoi ?

Il me semble que nous devons prendre en compte non seulement les six tables rondes qui viennent de se dérouler à Hué (les deux dernières il y a quelques minutes à peine), mais encore le travail des quelque sept cents spécialistes qui ont préparé notre actuelle réunion dans huit séminaires régionaux.

N'oublions pas non plus que le sujet s'inscrit — c'est ce qui fait son importance — dans une réflexion globale sur la place de la Francophonie dans le monde, c'est-à-dire, en clair, sur les défis que lui lance la mondialisation ; la séance d'ouverture de nos assises a bien montré la gravité des enjeux ; elle a aussi renforcé la base théorique de notre démarche. Voyons donc l'ensemble.

Mais avant cela, pour donner un sens à nos analyses, à nos propositions et à nos actions, il faut rappeler une fois encore ce que nous voulons pour la Francophonie et, par opposition, ce que nous ne croyons pas souhaitable pour elle.

Quand je dis *nous*, ce n'est pas seulement aux responsables de l'AUPELF-UREF que je pense, mais à tous ceux qui se sont exprimés dans ce long débat. Si le rôle de l'université est de provoquer la réflexion sur la société, elle n'a pas le maître mot, ni le dernier. Le *nous* désigne aussi les nombreuses personnes, représentatives de tous les milieux, à qui l'AUPELF-UREF a demandé leur point de vue. La convergence, en l'occurrence, est remarquable.

Notre volonté est fondée sur des valeurs et nos refus sont alimentés par les menaces que fait peser sur elles le mauvais usage de la mondialisation. Ce n'est pas, en effet, que nous rejetions, que nous combattions la mondialisation. Qui du reste le pourrait ? Nous devons nous en servir, au contraire. Mais nous la voulons plurielle, faite de respect mutuel, de solidarité, de démocratie, de liberté, de partage, de dialogue des cultures respectées. Cette mondialisation, en revanche, nous ne la voulons pas monomaniaque du marché, niveleuse, profitant à une minorité, hégémonique, infantilisant les plus faibles, hostile et méprisante pour les Etats-nations, avec cette formule qui dit tout : *Globalisation is us*, comme on disait : *Gott mit uns*. Mais Dieu n'est plus rentable.

En face, mais pas seuls, quarante-neuf Etats et Gouvernements, répartis dans le monde entier et dont le poids n'est pas faible, peuvent être, s'ils le décident, un espace de résistance et de contre-propositions. Ensemble, ils partagent des valeurs humanistes, un riche patrimoine culturel et scientifique, ils dispensent des formations de qualité, ils sont compétitifs dans tous les domaines des sciences et des techniques, bref, ils sont une force que leur langue partagée permet de rassembler et de souder pour proposer autre chose : face à l'uniformité réductrice, la diversité, face à l'hégémonisme, le respect mutuel, face à la langue unique, le multilinguisme, c'est-à-dire le respect des langues maternelles qui diversifient, la langue partagée qui rassemble, l'ouverture moderne aux autres langues, l'anglais (mais oui !), mais aussi l'espagnol, le chinois, le portugais, l'arabe, d'autres encore. Nous y voilà, à nos Assises. C'est dire toute la portée symbolique de ces enfants qui sont venus nous souhaiter la bienvenue, vietnamiens et déjà francophones, donc bilingues à douze ans, demain trilingues. Ça vous a tout de même une autre allure, une autre ouverture, qu'un petit unilingue du même âge, fût-il Américain ou... Belge.

Est-ce de l'utopie ?

Voyons ce que nous dit le linguiste avec ses collègues.

1) le multilinguisme est profitable à l'enfant et lui est d'autant plus accessible qu'il est plus jeune ;

2) il doit être entretenu dans le temps ;

3) il doit être puissamment motivant, c'est-à-dire instrumenté en permanence ;

4) la langue seconde privilégiée doit suivre en premier rang la langue maternelle, en exclusivité de préférence ;

5) idéalement, la langue seconde devrait être la langue maternelle de ceux qui la transmettent. Nous y reviendrons, car c'est à la fois impossible et pas nécessairement souhaitable.

Ce qui précède (ces cinq points) explique les axes fondamentaux de nos propositions.

1) Nous misons sur le multilinguisme en sachant qu'il est accessible et bénéfique ;

2) Nous préconisons l'apprentissage précoce de la langue seconde qui, dans nos quarante-neuf communautés, devrait être le français si celui-ci n'est pas la langue maternelle.

3) Nous préconisons d'assurer la continuité nécessaire du parcours et de la pratique par des filières francophones dans l'enseignement secondaire (où peut être introduite une troisième langue) et dans l'enseignement supérieur, jusqu'au troisième cycle.

L'instrumentation doit aussi être assurée par un environnement médiatique francophone massif et populaire, par l'entrisme dans le cybermonde où nous ne couvrons qu'un petit coin de la Toile, par l'université virtuelle en création, par l'enseignement à distance, par la valorisation de la compétence linguistique dans l'accès à un emploi.

4) Faute de pouvoir déplacer les maîtres en masse et compte tenu des complicités à sauvegarder entre maîtres et élèves, nous préconisons une grande mobilité pendant la formation des maîtres de français et en français, leur immersion dans l'espace francophone, leur ouverture à la culture francophone par des enseignements adaptés.

5) Ce programme ambitieux, s'il est mis en place, doit aussi être modulé selon les régions. Former un multilingue en France, au Québec ou en Communauté française de Belgique, pays du français langue maternelle, ce n'est déjà pas la même chose. Que dire du Maghreb, de l'Afrique, de l'Europe orientale, de l'Asie ! C'est pourquoi nous proposons d'adapter les outils qui ont fait leurs preuves à la réalité régionale. Mais ces outils, on l'a encore répété ici, n'auront de sens et d'efficacité que si la volonté, je dirais même le courage politique existe.

Voilà pour l'essentiel.

Notre débat a été structuré et traversé par quelques idées-forces qu'il faut mentionner ici, ainsi que certaines propositions sur lesquelles l'insistance a été particulièrement sensible.

1) Le souci permanent du respect mutuel, dont l'organisation des séminaires régionaux a été une éclatante et démocratique illustration. Ce souci a encore été illustré par l'attention particulière réclamée en faveur des langues maternelles et par l'insistance mise sur la nécessaire connaissance mutuelle de nos diverses cultures.

2) Vous l'aurez remarqué, d'un bout à l'autre de nos travaux, avant Hué et à Hué, une question fondamentale était présente : qu'est-ce que la Francophonie a aujourd'hui à dire au monde ? Je n'y reviens pas.

3) Une troisième idée clé s'est particulièrement fait jour ici à Hué. En un mot, celle de la Francophonie globale, c'est-à-dire d'une Francophonie vécue qui déborde largement

les murs des écoles et des universités. À cet égard, deux secteurs ont été particulièrement mis en valeur : l'environnement francophone et la vie économique, avec son corollaire, l'accès des jeunes à un emploi. Je vais y revenir. Mais on peut dire, de façon générale, que les Assises lancent un appel à toutes les forces vives de la Francophonie, qui doit être présente et active — de façon coordonnée — dans tous les aspects de notre vie.

L'environnement francophone est jugé insuffisant dans les médias (radio, TV, presse écrite, publicité, affichage), qu'il s'agisse de produits multilatéraux ou de produits nationaux. Il faut suivre et renforcer l'exemple magnifique que donne TV5. Il en va de même dans les activités ou les produits culturels (livres trop rares et trop chers, cinéma à promouvoir, politique culturelle trop peu sensible).

Il en va de même du monde économique. Les entreprises doivent intégrer la Francophonie, la connaissance du français doit être un atout pour l'emploi, des bourses d'emploi doivent être créées en Francophonie.

Ces deux constats, ces deux revendications ont conduit à proposer, à réclamer une réunion des Ministres francophones chargés de la communication et de l'emploi, pour deux grandes conférences : l'une sur l'environnement francophone, l'autre sur l'économie et l'emploi en Francophonie.

4) Dans ce dernier domaine, comme dans celui de la formation des maîtres, on réclame de plus grandes facilités, de plus grandes aides pour la mobilité des chercheurs, des maîtres en formation. Le problème des visas a, une fois de plus, été soulevé.

5) Faut-il le dire ? L'accent a été de nouveau mis sur le rôle de l'école, en particulier sur la nécessité d'améliorer les outils pédagogiques, de favoriser l'immersion des maîtres de français et en français, de créer un réseau thématique de recherche sur la formation des maîtres, de mettre au niveau voulu les maîtres déjà en activité.

6) On peut enfin observer que le scepticisme grandit sur l'hyper-normativité linguistique ou langagière, jugée écrasante, méprisante, répulsive. Plus positivement, il s'agit de donner à l'enseignement du français l'aménité, la séduction qui lui fait encore trop souvent défaut aux yeux des jeunes.

Voilà six idées dominantes. Il n'est sans doute pas excessif de dire que Hué aura marqué la volonté d'une Francophonie plus globale, plus pragmatique et surtout plus coordonnée dans tous ses aspects.

Je voudrais, Monsieur le Président, terminer par deux considérations qui me paraissent l'une et l'autre positives, rassurantes, optimistes même, mais exigeantes. Elles ne me sont pas personnelles ; elles me paraissent refléter l'idée générale qu'il est temps de prendre davantage nos responsabilités devant les évidents périls que nous avons évoqués.

La première considération part des propos tenus sur les Etats-Unis d'Amérique. Le mot *diabolisation* en résume assez bien le ton général.

Mais soyons justes et lucides.

D'abord, on l'a dit, la mondialisation, dont ils seraient seuls bénéficiaires, et qu'ils organiseraient à leur profit exclusif, fait, chez eux aussi, des victimes.

Ensuite et surtout, si l'Europe, par exemple, ne sait pas encore leur tenir tête, si la Francophonie doute d'elle-même (comme cela arrive) et n'avance pas assez vite, si — autre exemple — d'autres que les anglophones sont trop peu présents sur la Toile, si d'autres encore ont à se plaindre ou se sentent à l'écart ou exclus, n'est-ce pas aussi de leur faute ?

Pour reprendre mes exemples, ce sont les Européens qui se chamaillent entre eux, piétinent et ne pèsent pas encore assez. Que je sache, personne à l'extérieur ne s'occupe de saboter systématiquement le renforcement de la Francophonie, la Toile est accessible et ne rejette pas le français, il est possible de créer partout dans le monde des contrepoids et d'ailleurs, il s'en crée.

En un mot comme en cent, la sauvegarde des valeurs auxquelles chacun tient et, en l'occurrence, de nos valeurs réaffirmées ici, sera à la hauteur du prix, dans tous les sens du terme, que nous y mettrons, nous. Y sommes-nous prêts ? Nos décideurs et nos peuples y sont-ils prêts ? C'est la question posée à la Francophonie. Elle est simple : voulez-vous, ensemble, rester debout ? La réponse ne peut venir que de nous, d'autant plus forte que nous serons unis. Notre sort est donc largement entre nos mains. C'est un premier réconfort, mais c'est une première exigence.

La deuxième considération concerne l'AUPELF-UREF. Certes, le premier rôle de l'Université est d'analyser, d'inviter à la réflexion critique, d'aider à la prise de décisions, tant les dirigeants que l'opinion publique. Mais l'AUPELF-UREF a une autre tradition,

récente il est vrai, mais forte : elle est opératrice, opérative, elle montre l'exemple, elle est active, activiste même, tant elle est convaincue qu'il faut avancer. Par exemple, ce qui s'est fait au Viêt Nam était impossible, Monsieur le Recteur, mais vous ne le saviez pas ou, en tout cas, vous n'avez voulu le savoir. Nous avons à présent de nouveaux objectifs, et nous avons une expérience. Une chose est donc sûre : nous avancerons dans toute la mesure de nos moyens, parce que la vision et la créativité, c'est notre rôle, c'est notre devoir. C'est un deuxième réconfort, mais c'est une deuxième exigence.

Et celle-ci, c'est la nôtre.

Merci.

ALLOCUTIONS

Monsieur **Michel GUILLOU**

Recteur de l'Agence universitaire de la Francophonie (AUPELF-UREF)

Le premier mot qui me vient à l'esprit c'est l'amitié. A travers mon itinéraire personnel en Francophonie, je suis de plus en plus frappé par l'alchimie progressive du dialogue ; les francophones se parlent et le consensus s'établit sur les sujets qui nous tiennent à cœur. Je vais vous faire une confidence : on me dit souvent à l'AUPELF-UREF : " Monsieur le Recteur, comment se fait-il qu'il y ait toujours un consensus dans votre conseil d'administration ? C'est vraisemblablement parce que vous n'informez pas et vous faites comme si. " Et je vois souvent dans les yeux de mes interlocuteurs qu'ils sont sincères. Eh bien non, dans ce conseil où il n'y a ni minorité ni de majorité, où il y a des Africains, des représentants du monde arabe, d'Asie, des Français aussi, le conseil se met d'accord et nous parvenons ensemble à définir des politiques, à entreprendre des actions. C'est cela la Francophonie et c'est pour cela que je crois qu'il faut qu'elle existe et qu'il faut affirmer qu'elle correspond à une réalité.

Ma deuxième remarque porte sur une observation qui m'apparaît clairement aujourd'hui : en observant cette salle, en assistant aux tables rondes, en écoutant les intervenants. Je crois qu'il y avait longtemps que je n'avais pas vu autant de continents, autant de pays s'exprimer et s'exprimer très librement. Tout le monde a parlé. On dit souvent que dans la Francophonie le Sud ne parle pas ; au cours de ces assises, je crois pouvoir affirmer que ce n'était pas le cas, car le Sud parlait ! C'est en ce sens aussi que vous participez à une rencontre réellement multilatérale.

Troisième remarque qui a son importance : l'accueil ! Vous avez pu mesurer l'accueil de nos amis vietnamiens, ainsi que du personnel qui travaille ici, des Belges, des Québécois, des Cambodgiens, vous avez donc pu constater que l'institution aussi était

multilatérale. Là aussi un travail d'équipe se fait, là aussi je crois que se crée cette alchimie.

Je voudrais dire aussi que nous avons pris un risque ensemble, nous universitaires, nous professeurs, nous enseignants, qui avons tendance parfois à travailler entre nous, parce que ceux qui ne le sont pas ont tendance à ne pas venir chez nous. Aujourd'hui, à l'occasion de ces assises, nous étions ensemble. Je voudrais remercier d'abord les responsables politiques, les ministres présents, les hauts fonctionnaires, qui ont contribué à la réussite de ces Assises de Hué. Je voudrais ensuite rappeler que les médias, les entreprises, c'est à dire la Francophonie sur le terrain, ont participé à cette rencontre, ces partenaires avec lesquels nous travaillons, au quotidien et sans lesquels l'action francophone ne serait pas ce qu'elle est. Là encore je crois que cela a été une vraie première que tout le monde s'exprime et que tout le monde donne son éclairage.

Je lisais un article de mon collègue et ami Jean-Louis Roy, qui est paru dans *Le Devoir*, et qui disait : " ce n'est plus le temps des chicanes ". Eh bien c'est vrai ce n'est plus le temps des chicanes ! On se chicane lorsqu'on est tranquille à la maison, mais quand les choses bougent à toute allure, il vaut mieux se tenir, se tenir aux barreaux, se tenir ensemble et se fédérer et se rassembler. Aujourd'hui, si l'on ne pense pas tous la même chose, et c'est normal parce que nous nous heurtons à des problèmes de culture et de vocabulaire, on pense souvent la même chose mais les mots ne signifient pas la même chose pour les uns et pour les autres. Nous sommes ensemble et nous agissons car nous prenons conscience que si ne faisons rien, dans un monde qui bouge très vite, nous risquons de perdre ce qui nous rend indépendants, ce qui nous maintient debout. Bref, agissons ensemble si nous ne voulons pas devenir les Indiens du XXI^e siècle.

Cela me semble être vraiment le mot d'ordre : aller à l'essentiel ! Prenons de ce point de vue là le mot d'ordre de nos amis anglo-saxons : on se chicane, mais surtout on agit et on agit ensemble. Pragmatisme, études de cas et puis mettons l'ouvrage sur l'établi et réglons nos différents. Par exemple, ne parlons pas pendant vingt ans du fait qu'il n'y a pas de télévision en langue française au Liban ! Dans vingt ans cela ne sera plus la peine d'en parler. Il faut donc la faire ! Et je crois qu'il faut prendre tous les problèmes de la même manière par la volonté d'agir et de réussir.

Je terminerais si vous le permettez par des remerciements, avec beaucoup d'émotion à Monsieur le Président de l'Université qui représente le Ministre de l'Éducation et son pays. Des remerciements d'abord parce que vous nous avez merveilleusement accueillis, tout le monde en est bien conscient, d'autre part parce que vous nous avez permis cette réunion. Mais je voudrais aller au-delà. Quand en 1992, lors du Sommet de Maurice, le

Viêt Nam a demandé à l'AUPELF-UREF que nous venions mettre en place un bureau à Hanoi, pour nous cela était assez nouveau car la culture asiatique n'était pas très présente au sein de notre institution. C'est ainsi : il y avait toutes sortes de cultures, mais personne ne connaissait la culture asiatique. Donc nous sommes arrivés dans votre pays, Monsieur le Président, comme des gens qui découvraient. Au fil des mois nous avons progressivement bénéficié de votre confiance et aujourd'hui le bureau est installé à Hanoi, avec une antenne à Hô Chi Minh-Ville. C'est vrai que vous nous avez fait confiance, on a mis en place de grands programmes et je me souviendrai toujours de la signature de l'accord de siège. Tout le monde pensait que les choses prendraient beaucoup de temps et un jour votre Ministre nous a dit : " venez demain, on va signer ". Et en quelques années, seize mille à vingt mille enfants apprennent le français dans des classes bilingues dans une perspective multilingue, vos étudiants dans les universités s'inscrivent dans des filières francophones, et le dialogue s'est établi. Je rencontre aujourd'hui, dans les universités des collègues vietnamiens et je pense que maintenant on s'est " branchés " ensemble, c'est-à-dire que le Viêt Nam est maintenant branché sur le réseau des universités partiellement ou entièrement de langue française, et je suis très heureux que l'un des vôtres, le Recteur Diaio soit membre du conseil d'administration de l'AUPELF et en conséquence soit l'un de mes patrons.

Avant de terminer, et c'est vraiment avec émotion que j'exprime tout cela car vous ne pouvez pas imaginer ce qu'a été la qualité de notre dialogue avec le Viêt Nam depuis quatre ans, je voudrais donc faire plaisir au Président de l'Université de Hué : je pense que bientôt nous aurons une petite cérémonie officielle ! Je reviendrai après le Sommet pour être à l'université pour offrir une dotation spéciale à la bibliothèque de son université. Cette dotation, c'est toute la Francophonie qui la fait, avec le soutien notamment de la Bibliothèque Nationale de France. C'est une manière aussi de vous dire merci !

Monsieur le Président, voilà maintenant que je sais que je suis célèbre, je deviens donc inquiet.

Monsieur **Jean-Christophe DEBERRE** (France)

Conseiller au Cabinet

Secrétaire d'Etat à la coopération, chargé de la Francophonie

Merci Monsieur le Président,

Madame la Vice-présidente du CPF

Messieurs les Ministres

Mesdames ; Messieurs les Présidents d'université, Recteurs, Professeurs,

et représentants des entreprises,

On ne fait pas faire le tour du monde à la langue française sans y rencontrer au passage quelques pages de son histoire : ces dizaines de millions de locataires emprunteurs de génie et académiciens compassés, entrepreneurs perplexes et pourtant enthousiastes, gens de presse, de radio et d'images, qui de niches en faisceaux sont nos nouveaux conquérants, décideurs attentifs pour deux jours à autre chose qu'à la décision puisque aussi bien ils ont acceptés comme nous tous de jouer le jeu. Abandonner leur bureau, leurs charges et les fâcheux pour regarder la langue dans tous ses états.

Vous avez pris soin, Monsieur le recteur, d'embarquer pour ce voyage les plus représentatifs de tous ceux qui de prêt ou de loin en ont la charge. Enseignants et chercheurs, chacun a fait une ou plusieurs étapes de ce tour du monde. Ils aiment tous leur métier et y consacrent leur vie. Comme d'habitude, grâce à vous, ou par votre faute, ils repartiront plus chargés de questions que de certitudes, mais ce sont les risques du métier.

A eux de rendre intelligible et opératoire cet écheveau de complexités et je le dis parce que je mens encore bien des leurs. Vous avez pris et nous avons pris encore un risque plus grand en ouvrant cette boîte de Pandore. Vous le savez bien, l'enseignement

du français et la formation en français embarrassaient depuis des décennies, je dirais tétanisaient tous ceux qui en ont la responsabilité.

J'ai personnellement senti et je l'avoue, ne l'attendais pas, un vent de liberté sur ces Assises. Ce ton décontracté que souhaitait le sage Souleymane Bachir Diagne, ce vent là a soufflé à Hué et très sincèrement nous nous souviendrons que l'hôte en était le Viêt Nam, qui à la veille du Sommet a voulu, lui d'abord, faire le point sur une Francophonie qu'il explore y apporter sa contribution, en être avec les représentants du Cambodge et du Laos acteur et exécutif. En Asie du Sud-Est, nous le savons mieux aujourd'hui, le français dira autre chose, mais déjà il est gros d'un projet, il est gros d'exigence.

La Francophonie a bon vent. Pour que ce vent là n'arrête pas de souffler, il conviendra toutefois de ne pas brusquer les choses, de témoigner de proposer de comprendre. On ne légifère pas sur la langue quand on l'aime assez pour lui faire passer et porter un message de solidarité et d'espoir. On la choisit. Plutôt sève que typhon. Alors employons-nous à cultiver ce jardin.

Ce jardin, chacun l'a répété à l'envi, c'est le monde. On y a rencontré au passage quelques monstres, on leur a donné des noms : mondialisation, cela paraissait évident, américanisation, pour les uns c'est humain, pour d'autres pas vraiment, mais ça peut s'approprier. On y a vu quelques blessures cicatrisées ou encore fraîches de l'Histoire, car notre histoire est jeune et elle est parfois douloureuse. Pour ma part, dans chacune des interventions, j'ai perçu que la liberté de ce vagabondage avait fait de chacun des professionnels ici rassemblés un passeur d'une rive à l'autre.

Du parler français au vouloir aujourd'hui tirer parti du français, et chemin faisant interroger l'avenir. On n'oublie rien, on ne renonce à rien, mais le temps presse, la Francophonie est talonnée par le futur. On a vu ici un éminent linguiste s'essayer en politique francophone, d'autres qui, dans le foisonnement de la parole n'ont pas eu le temps de la prendre, ont senti que la question était lourde sur les épaules. Car on ne regarde pas impunément la langue française en face sans rencontrer dans le regard de tous ceux qui l'emploient un grand point d'interrogation.

La Francophonie qu'est-ce que c'est ? Quel est le sens de notre entreprise ? Don Quichotte ou Sancho Pança ? Querelleur de chimères ou tête sous l'oreiller pour ne pas voir ? Pardonnez l'image elle n'est pas francophone mais elle est mondiale. Le roman nous le dit : voir la vérité en face c'est tuer les formes vides et les débats sans consistance. Car nous sommes dans le monde, nous y sommes tous, il n'a plus de frontières, il n'en est que plus périlleux. La seule chance de ne pas disparaître, c'est d'exister ensemble. Voilà le sens de la Francophonie !

Cet espace n'a pas que des atouts, bien sûr puisque c'est un espace. Il a des discontinuités. Des ensembles, des peuples y évoluent et ont plaisir à se reconnaître. Dans cette course vertigineuse, leur réconfort c'est de se comprendre. Il ne faut rien gâcher car le verbe, dont la langue, sont précieux, on n'a plus le droit à l'erreur. Le verbe c'est l'échange, mais ne faisons pas d'angélisme, l'échange stimule les intérêts. Certains d'entre nos pays se développent, émergent, et veulent légitimement leur part de prospérité. D'autres qu'ils l'ont davantage leur tendent la main, parfois maladroitement peut-être, on l'a rappelé et il fallait le faire, mais nul n'est parfait. On sait depuis Rabelais que le donner et le recevoir ne sont embarras que pour les puristes, les utopistes ou les misanthropes. A nous d'inventer une coopération qui veille à l'échange égal, c'est l'horizon de la Francophonie. Après tout, ce qui s'est dit dans ces journées c'est le refus des dépendances, c'est la quête de la dignité, c'est celle de la reconnaissance.

Dans le marché nous y sommes tous, qu'on le veuille ou non, j'ai envie de dire que pour ne pas être écrasés par cet attelage anonyme, il faut en tenir les rênes et savoir sur quelle route on va.

Je retiendrais personnellement de ces Assises le vertige et l'angoisse de l'ouverture, mais la curiosité aussi. Je retiendrais surtout l'horreur de la solitude. Parce que la globalisation a quelque chose de mortifère, la Francophonie fera partie de ces entreprises de survie car la langue c'est la vie. Je ne suis pas étonné que depuis plus de dix ans maintenant la Francophonie grandisse comme un enfant trop précoce. Qu'elle soit maternelle ou seconde, qu'elle voisine plus ou moins commodément avec l'anglais sa rivale, pour tous ses locuteurs la langue française est un refus de la totale étrangeté voire de la disparition. En temps de crise elle devient langue de combat, mais entendons-nous, non pas contre les autres, mais pour rester soi et devenir soi dans le monde tel qu'il est et pourquoi pas dans le monde tel qu'on le voudrait.

Il n'est pas interdit d'espérer pour entreprendre, les littératures en français parcourent le monde et nos entrepreneurs s'associent assez heureusement au partenariat mondial. Les espaces économiques concrétisent aujourd'hui la francophonie en Afrique. L'Europe en quelque façon surgit francophone et le continent américain, l'Asie, dans leurs projets régionaux palpitent aussi de ce cœur là. Partout dans ces marches, la Francophonie éveille un désir ou une nécessité. Europe de l'Est, Nigeria, Mozambique et Angola, tous veulent être du voyage. Pourquoi faut-il que se soit les autres qui nous rappellent le sens de ce que nous faisons ?

Il est vrai d'une certaine manière que la jeunesse vieillit vite et que notre coopération francophone lourde et complexe s'est un peu guindée dans quelques corssets

administratifs. Dans un monde où l'on ne souhaite faire qu'une bouchée du multiple ou un marché se conclut sur une règle de trois par calculette et un coup de portable, nous décidons parfois longtemps, lentement et nous ne sommes pas toujours gagnants. Mais c'est le respect et le corollaire du respect de chacun. Ce qui est plus préoccupant, c'est ce qui entrave l'agilité de notre langue d'usage, son progrès et comme on dit, sa maintenance et par conséquent, son succès.

Soyons clairs, si nous sommes revenus à l'enseignement une fois de plus, l'enseignement du et en français, c'est que c'est le cœur de notre entreprise commune. L'alerte a été donnée très tôt et pourtant la Francophonie a pris du retard. Car c'est là que la mondialisation a eu justement le plus d'effet et qu'elle a touché le plus cruellement les pays membres. Grand projet attaché au droit des personnes, à la justice sociale, à l'accès, à l'instruction, elle n'est pas encore chez elle totalement maîtresse du jeu et a longtemps laissé seuls les états face aux crises scolaires et universitaires.

Certes ils n'étaient pas seuls mais ils étaient affaiblis car ils n'étaient pas ensemble pour penser l'avenir de leur système de formation, des systèmes qui empruntent à la même langue des valeurs et des finalités communes. Le français s'y est affaibli souvenons-nous en, l'énergie des enseignants s'est perdue parfois. Aujourd'hui que la volonté politique s'y est réinvestie ça et là, avec des moyens nouveaux, une organisation est à réinventer, c'est la nôtre. Beaucoup de coopérations tendent les bras certes, des forums importants deviennent des creusets d'innovation. Mais l'éducation c'est l'identité en marche. N'est-il pas temps que la Francophonie concentre toute son énergie sur la recherche dans un domaine où tout son avenir se joue. Qu'elle mobilise une expertise de haut niveau pour l'offrir à ses gouvernements ? Qu'elle n'importe pas les solutions mais qu'elle les élabore chez elle, à sa main. ? Voilà un domaine où la mondialisation pourrait ne pas être subie mais saisie. Peut-être serait-ce d'ailleurs la manière de sortir de certaines impasses comme celles des langues par exemple qui finissent par toutes s'affaiblir et notamment la langue d'enseignement faute de plan d'aménagement linguistique qui les situent clairement les unes par rapport aux autres, et qu'on noie alors les moyens de la réussite. En la matière le non choix a des conséquences dans l'instant invisibles, mais lourdes pour des générations d'enfants. Et l'aide externe s'y trouve elle-même embarrassée pour son investissement.

Cela toutes les Tables rondes l'ont rappelé, n'oublions pas en outre que le non choix remet l'initiative à toutes les entreprises de formation qui spontanément surgissent sur l'affaiblissement de l'Etat. Toutes les initiatives sont bonnes, pourvu qu'elles ne sacrifient rien à la qualité ni aux grands équilibres. Dans le seul pilotage par la demande sociale,

l'instruction n'a pas tout à gagner, la formation et les compétences non plus, le français encore moins.

Mais pour être en bonne santé le français ne doit pas sentir la craie. Il appelle autour de lui le dynamisme de l'entreprise. Cette expression n'est pas de moi, mais je l'ai trouvée tellement belle il y a quelques années que je la répète. Il appelle autour de lui le dynamisme de l'entreprise, celle du livre et de l'écrit, celle de l'image et de la radio, aujourd'hui celle du multimédia. Les inforoutes seront l'affaire du Sommet, et c'est tant mieux ! Veillons pourtant à ne pas relâcher l'attention sur les multiples partenariats autour du livre qui reste la seule chance pour beaucoup d'enfants. On n'a pas dit et cela ne se sait pas malheureusement qu'en deux quasi révolutions depuis 1990, des pays ont réussi, en Afrique, à mettre à la disposition des familles des ouvrages à 10 ou 15 francs, c'était naguère inimaginable. Ils n'ont pas fait grand tapage autour de cette Francophonie là, ils l'ont fait avec quelques moyens externes et surtout beaucoup d'opiniâtreté. Ils ont su convaincre chez eux des entrepreneurs. Le sait-on ? Pas assez ! Et pourtant c'est une manière de réussir la Francophonie.

Communiquer enfin. Le monde, vous le savez, n'illustre que l'initiative hardie ou les événements funestes. De quel côté la Francophonie veut-elle être ? Si la réponse est trouvée alors il faut le faire savoir. Qu'un nom international du sport ait été l'ambassadeur des jeux de la Francophonie de Madagascar, et peut-être les médias lui auraient-ils fait fête. Que sous une forme ou une autre, la Francophonie se montre à visage découvert, espace d'innovation dans toutes ses industries au sens propre, au travers peut-être d'une manifestation, d'un salon et on ne serait pas aujourd'hui encore à faire le répertoire des multiples activités qu'elle conduit. Bref qu'elle montre enfin qu'elle ne refait pas le monde mais qu'elle le fait. Que les médias la montrent non pas provinciale, mais internationalement avertie et lectrice de ce monde. Et le point de vue que l'on a sur elle serait totalement différent et renouvelé. Le jeu en vaut la chandelle car cette parole en archipel, tout de même, a des allures de sixième continent.

Je vous remercie.

Monsieur Nouth NARANG (Cambodge)

Ministre de la Culture du Royaume du Cambodge

Excellences,
Mesdames,
Mesdemoiselles,
Messieurs,
Chers Participants,
Francophones du Monde entier,

C'est pour moi un immense plaisir que d'apporter ma contribution à un Sommet de la Francophonie et je suis heureux de pouvoir intervenir sur le thème de l'enseignement du et en français au terme de ces trois jours de débats fructueux.

Partout ou presque, l'enseignement est réputé en crise que ce soit en Occident ou dans les pays dits du Sud. Dans ces derniers, ses finalités ne sont ni clairement définies ni clairement comprises.

Les perspectives de sorties de cette crise ne sont évidemment pas les mêmes selon que l'on considère l'environnement éducatif propre à chaque Etat, leurs besoins spécifiques et l'inégalité des situations face aux contraintes de développement et aux exigences de la démocratie.

On peut cependant définir quelques principes qui, me semble-t-il, peuvent s'appliquer aux différents pays du monde en développement appartenant à la Francophonie.

Tout d'abord, contrairement aux sociétés organisées occidentales où l'acquisition d'un savoir ordonné à lui-même peut suffire, c'est la formation de cadres aptes à assurer un développement endogène qui prime dans les pays du Sud.

L'ensemble des sociétés connaît à l'heure actuelle des désordres profonds dus, en grande partie, à la perte des repères identitaires. C'est particulièrement vrai au Cambodge où une prise de conscience urgente de cette réalité est devenue impérieuse, mais ce phénomène est tout à fait répandu. Ainsi, au-delà d'une finalité professionnelle, technique, pédagogique et scientifique, l'enseignement doit jouer un rôle primordial de régulation culturelle et sociale interne par le biais d'un affermissement identitaire.

Ensuite, et ce que je vais dire n'est absolument pas contraire aux intérêts de la Francophonie, il convient d'éviter, lorsque l'on repense un système éducatif, de plaquer un modèle extérieur.

Les systèmes d'enseignement des pays occidentaux sont le fruit d'une longue évolution et sont donc adaptés aux réalités locales de ces pays. Il faut de plus cesser d'assimiler systématiquement culture occidentale et savoir. Ainsi, il convient d'éviter d'adopter, sans les adapter, les modèles éducatifs offerts par l'Occident. Bien des aspects qui se justifient quelque part deviennent incohérents ailleurs.

Dans les pays qui ont été sous domination étrangère, l'enseignement avait souvent, dans une perspective de colonisation, une finalité de formation de cadres subalternes. Il reste alors très souvent marqué par cette période et il est devenu nécessaire de le réformer en profondeur dans le respect des réalités locales.

Dans cette perspective, la Francophonie peut jouer un rôle éminent. Le français fait partie intégrante de la tradition de chacun de nos pays. Cette réalité doit être prise en compte et nous avons de plus fait le choix politique de la Francophonie.

Notre appareil éducatif a, pour la plupart d'entre nous, été conçu en français sur des modèles français. Faut-il, sous prétexte de colonisation le rejeter, voire en lui un outil de l'impérialisme ? Non, bien au contraire, il m'apparaît comme un élément possible d'émancipation, une richesse et un apport indispensable.

La Francophonie n'est pas seulement une langue. C'est également une manière spécifique de raisonner et d'agir. Elle est née d'un passé commun avec la France qui a suscité des apports réciproques. Elle est ainsi devenue une partie intégrante de l'identité de chacun d'entre nous, un élément culturel que nous avons intériorisé.

C'est pourquoi je crois qu'elle peut être le biais par lequel nos nations feront face au phénomène de l'accroissement des valeurs matérielles qui favorisent une globalisation néfaste et étouffante. A cette menace, nous pouvons répondre par une globalisation francophone, respectueuse des identités locales. C'est seulement dans une telle approche de respect mutuel que la Francophonie peut constituer un atout, facteur d'épanouissement de la personnalité et de la dignité humaine, quel que soit le continent où l'on réside.

Dans une logique mondiale de constitution de groupes d'intérêts régionaux, les pays de la péninsule indochinoise ont ou vont adhérer à l'Association des Nations d'Asie du Sud-Est. Or, pour y réussir une intégration sans heurt, ils n'ont d'autre choix que de s'affirmer dans leur identité. La Francophonie est un moyen privilégié de parvenir à cette fin.

Ainsi, il me semble objectivement nécessaire que la Francophonie réaffirme sa présence au sein des trois pays de la péninsule. Le Viêt Nam, le Laos et le Cambodge ont besoin d'un regain identitaire, et peuvent, tous trois réunis, constituer un pôle facilitant la diffusion de la Francophonie en Asie.

Dans cette optique, la place plus importante accordée à cette région du monde est une excellente chose. Je me félicite que la présente réunion soit organisée à Hué et que le Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement le soit à Hanoi. Il ne faut cependant pas oublier que la Francophonie doit jouer comme un élément de concorde, privilégiant la concertation entre les nations et ménageant les diverses susceptibilités qui peuvent exister.

Or, je reste convaincu que la Francophonie n'est pas suffisamment agissante au Cambodge alors qu'elle dispose des moyens et des institutions qui permettront de créer la dynamique identitaire nécessaire. Cela passe en particulier par une présence renforcée au niveau de la formation.

Il ne s'agit pas là que de l'enseignement scolaire et universitaire où la Francophonie peut permettre de mieux faire avancer le pays grâce à la formation de cadres ouverts.

Il s'agit également pour elle d'intervenir au niveau de la formation continue par une action culturelle adaptée au niveau des bibliothèques, des musées, des centres de loisirs et culturels... Dans cet esprit, je réitère la requête que j'avais formulée lors du Conseil Permanent de la Francophonie en juillet dernier, à savoir que je souhaite la création au

Nouth Narang

Cambodge d'un Institut régional francophone de recherche archéologique et ethnologique.

Je fonde ainsi beaucoup d'espoir sur la Francophonie et souhaite qu'elle se développe, c'est en fait sa seule alternative, dans le respect des identités locales.

Je vous remercie de votre attention.

ANNEXE

CHARTRE DE HUÉ

LES ASSISES DE L'ENSEIGNEMENT DU FRANÇAIS ET EN FRANÇAIS : UNE STRATEGIE DU MULTILINGUISME

Hué, 21 octobre 1997

En conclusion des huit séminaires régionaux qui se sont tenus à Tunis (Tunisie), Antananarivo (Madagascar), Vientiane (Laos), Port-au-Prince (Haïti), Dakar (Sénégal), Magog (Canada-Québec), Chisinau (Moldova) et Lyon (France), les Assises de l'enseignement du et en français se sont réunies à Hué les 19, 20 et 21 octobre 1997 et ont abouti aux propositions consignées dans la présente charte.

La mondialisation en cours n'est pas heureuse pour tous.

Impulsée par la dynamique économique et obéissant aux seules lois du marché, elle ignore les dimensions culturelles, sociales et écologiques des sociétés. Elle débouche sur une marchandisation généralisée qui efface les identités et met en péril, à terme, l'existence de toutes les langues. Elle constitue l'antithèse de l'aspiration à l'universel qui a été le fondement de toutes les civilisations.

Ce contexte nouveau pose à la francophonie, comme à toutes les communautés linguistiques, petites ou grandes, la question cruciale de leur pertinence, et donc de leur avenir. Rassemblant des peuples du Sud et du Nord ayant une même langue en partage, le mouvement francophone affronte ce défi en proposant une autre façon de penser le monde.

Ensemble organisé de nations présentes sur tous les continents, la Francophonie, si elle en a la volonté, peut “faire signe” à un monde aspirant au respect de la diversité et à la promotion du bien commun. Le français peut être l'un des vecteurs de ces espoirs. En faisant, sans arrière-pensée, alliance, notamment comme langue seconde, avec toutes les autres langues présentes en son sein, ainsi qu'avec les autres grandes langues internationales. En investissant les technologies de l'information et de la communication et le cyberspace, en même temps que les multiples facettes de l'environnement quotidien. En valorisant et en mettant en évidence la valeur ajoutée et l'ouverture individuelle qu'apporte la Francophonie tout autant en matière culturelle, qu'économique et d'emploi.

Promouvoir, avec le français, le multilinguisme, c'est préserver l'une des dimensions de la biodiversité. C'est aussi conserver en état de marche ces outils privilégiés d'appréhension de la complexité que sont les différentes langues.

Au niveau individuel, la recherche a montré que l'apprentissage précoce d'une langue seconde est utile au développement intellectuel de l'enfant, qu'un suivi tout le long de la filière éducative est nécessaire pour garantir ses acquis, et qu'une instrumentation débouchant sur un environnement francophone est indispensable pour entretenir la motivation pour cet apprentissage.

A partir de ces constats et de ces analyses, les participants aux Assises de Hué rappellent que la Francophonie, pour vivre, doit former de jeunes francophones et des élites capables d'assurer les échanges politiques, culturels et économiques ainsi que la conduite de la coopération francophone et proposent le plan d'action suivant.

Aménagement linguistique

- Construction d'une francophonie plurielle par un aménagement linguistique qui conduise au multilinguisme ;

- Mise en place, dans chaque pays membre du Sommet où le français n'est pas la langue maternelle, de politiques d'aménagement linguistique apportant un soutien aux langues nationales et au français qui doit être appris comme langue seconde dès le plus jeune âge, tout en permettant par ailleurs l'apprentissage du français comme langue étrangère ;
- Adoption, dans chaque pays membre du Sommet où le français est la langue d'enseignement, de politiques favorisant la maîtrise de trois langues à la fin du secondaire, aucune d'entre elles ne disposant d'un statut privilégié ;

Mobilité

- Un réel développement de la formation exige que soit favorisée la mobilité des étudiants, des enseignants, des intellectuels, des artistes et des entrepreneurs dans l'espace francophone ;
- Les autorités ministérielles compétentes doivent prendre toute mesure à cette fin, en particulier veiller à ce que les dispositions administratives en vigueur ne limitent pas cette mobilité.

Formation

- Mise en place, dans les pays où le français n'est pas langue d'enseignement, d'un système éducatif intégré, des classes bilingues aux filières universitaires, garantissant le trilinguisme : langue maternelle, français langue seconde, langue étrangère, et conduisant à une certification francophone à la fin du secondaire reconnue dans tous les pays membres, ainsi qu'à des co-diplômations.

Méthodologies et supports d'enseignement

- En vue de créer les supports de l'enseignement et de l'innovation en français, et dans le cadre d'une coopération étroite entre pays membres du Sommet, mise en place d'une politique du français dans l'édition, du livre aux nouveaux supports : édition et diffusion d'ouvrages, de revues, de banques de données de docmefs, de manuels scolaires et universitaires en français à un prix abordable.
- Incitation à la conception et à l'édition scolaire régionale, par un appui à des centres de production d'excellence.

- Renforcement de la coopération multilatérale pour aboutir, en concertation avec les Etats, à une industrie du livre dans les pays du Sud.
- Développement de nouvelles méthodologies d'enseignement innovantes : méthode universelle de français langue seconde, complétée par des cahiers nationaux ; disques optiques compacts interactifs d'apprentissage sélectif des sciences, jeux vidéo d'auto-apprentissage.

Université virtuelle francophone

- Création de l'université virtuelle francophone mettant au service de la francophonie les nouvelles technologies de l'information et de la communication dans l'enseignement du et en français, en particulier pour l'enseignement à distance.

Formation des enseignants

- Développement de méthodes et de programmes rénovés de formation des enseignants, pour assurer leur excellence, leur motivation et leur engagement francophone.
- Mise en place de centres nationaux et régionaux de formation des enseignants ;
- Intensification et diversification des programmes de mobilité offrant aux enseignants de français et en français la possibilité d'effectuer des stages dans les pays francophones. Et ce, afin de développer non seulement leurs compétences linguistiques et pédagogiques, mais aussi la possibilité d'acquérir une connaissance approfondie des civilisations s'exprimant en français.

Environnement francophone

- Développer un environnement francophone par une politique de création d'une véritable presse francophone, nationale et internationale, et par la généralisation de bouquets de chaînes télévisuelles francophones.
- Dans ce cadre, il est demandé que se tienne une conférence des ministres francophones en charge de la communication et des médias.

Volontaires francophones

- Création d'un corps de volontaires francophones qui mobilise les jeunes diplômés pour l'action francophone.

Entreprise

- Etablissement de liens étroits entre les systèmes d'éducation et les entreprises, plus particulièrement celles des pays francophones, afin de valoriser les cursus francophones en offrant des débouchés aux étudiants par la création à leur intention de bourses d'emploi.
- Démarche conjointe des entreprises et des milieux éducatifs pour mettre en perspective un projet francophone global aboutissant à l'emploi, l'entreprise francophone devant utiliser le français et se donner une haute visibilité comme francophone.

Veille francophone

- Installation d'observatoires régionaux du français permettant d'établir régulièrement un diagnostic de la situation du français dans le monde, en particulier de sa place dans les systèmes d'enseignement.

L'efficacité de cette redynamisation de l'enseignement du et en français, et le développement des coopérations francophones passent par :

- La prise en considération, par les gouvernements, de ces principes et propositions dans la définition de leurs politiques éducatives nationales et régionales ;
- La volonté des gouvernements et des opérateurs multilatéraux de la Francophonie de se donner les moyens concrets de réaliser les programmes mentionnés plus haut, notamment la relance de l'enseignement du et en français au Sud, en fixant des échéances précises :
- La prise en compte de ce plan d'action dans la programmation soumise au prochain sommet de Hanoi.

Universités francophones



Agence
universitaire
de la
Francophonie

"Prospectives francophones" est une série de la collection "Universités francophones" dans laquelle paraissent des ouvrages portant sur les problèmes de l'université, de la recherche, des langues et de la science dans la Francophonie d'aujourd'hui.

Plus de deux cent cinquante enseignants, linguistes, chercheurs, représentants des médias, chefs d'entreprises et responsables politiques francophones ont pris part aux Assises de l'enseignement du français et en français, qui se sont tenues à Hué (Viêt Nam) du 19 au 21 octobre 1997, comme manifestation d'accompagnement au Sommet de Hanoi. Leur objectif était de mobiliser la communauté francophone sur un but fondamental : multiplier le nombre de francophones en français, en relançant l'enseignement du français, et surtout *en français*.

Cette réunion avait été préparée par huit séminaires régionaux (Monde arabe, Asie du sud-est, Océan indien, Caraïbe, Afrique, Amérique du nord, Europe centrale et orientale, Europe occidentale et méridionale), et représente donc la réflexion de plus de six cents personnalités du plus haut niveau, dont la variété garantit une double orientation, multilatérale et pluridisciplinaire. Six thématiques ont été abordées : inscrire le français dans le multilinguisme, mettre en lumière les atouts de l'enseignement du et en français, former les formateurs, enraciner le français dans un environnement francophone, développer de nouveaux modes de coopération et des méthodologies d'avenir, développer une approche régionale.

Cet ouvrage qui contient l'ensemble des interventions à Hué, présente la réflexion et la volonté commune des acteurs et des décideurs de l'enseignement du français et en français de rénover et de structurer les programmes au sein de l'espace francophone en proposant des solutions concrètes à la définition d'une politique globale en faveur de la promotion de la langue française.



I.S.S.N 0993-3948
Diffusion ELLIPSES
ou DPLU selon pays

Imprimé au Canada

9 782920 021860

Prix Europe, Amérique du Nord, Japon : 40 \$ CAN

Prix Afrique, Amérique latine, Asie du Sud-Est, Haïti, Maghreb et Moyen-Orient : 16 \$ CAN